

Cote du document:	<u>EB 2009/98/R.41/Rev.1</u>
Point de l'ordre du jour:	<u>17 e) ii)</u>
Date:	<u>17 décembre 2009</u>
Distribution:	<u>Publique</u>
Original:	<u>Anglais</u>

**F**



Ouvrer pour que les  
populations rurales pauvres  
se libèrent de la pauvreté

## **Rapport du Président**

### **Proposition de prêt et de don à la Géorgie pour le**

### **Projet d'appui à l'agriculture**

Conseil d'administration — Quatre-vingt-dix-huitième session  
Rome, 15-17 décembre 2009

---

Pour: **Approbation**

## **Note aux Administrateurs**

Le présent document est soumis au Conseil d'administration pour approbation.

Les Administrateurs qui auraient des questions techniques à poser au sujet du présent document sont invités à se mettre en rapport, avant la session, avec le responsable du FIDA ci-après:

### **Henning V. Pedersen**

Chargé de programme de pays  
téléphone: +39 06 5459 2635  
courriel: [h.pedersen@ifad.org](mailto:h.pedersen@ifad.org)

Les demandes concernant la transmission des documents de la présente session doivent être adressées à:

### **Deirdre McGrenra**

Fonctionnaire responsable des organes directeurs  
téléphone: +39 06 5459 2374  
courriel: [d.mcgrenra@ifad.org](mailto:d.mcgrenra@ifad.org)

## Table des matières

<b>Sigles et acronymes</b>	<b>ii</b>
<b>Recommandation pour approbation</b>	<b>iii</b>
<b>Carte de la zone du projet</b>	<b>iv</b>
<b>Résumé du financement</b>	<b>v</b>
<b>I. Le projet</b>	<b>1</b>
A. Principal créneau de développement visé par le projet	1
B. Financement proposé	1
C. Groupe cible et participation	2
D. Objectifs de développement	2
E. Harmonisation et alignement	3
F. Composantes et catégories de dépenses	3
G. Gestion et exécution: responsabilités et partenariats	3
H. Avantages et justification économique et financière	4
I. Gestion des savoirs, innovation et élargissement	4
J. Principaux risques	5
K. Durabilité	5
<b>II. Instruments juridiques et autorité</b>	<b>5</b>
<b>III. Recommandation</b>	<b>6</b>
<b>Annexe</b>	
Negotiated financing agreement (Accord de financement négocié)	7
<b>Appendices</b>	
I. Key reference documents (Principaux documents de référence)	1
II. Logical framework (Cadre logique)	2

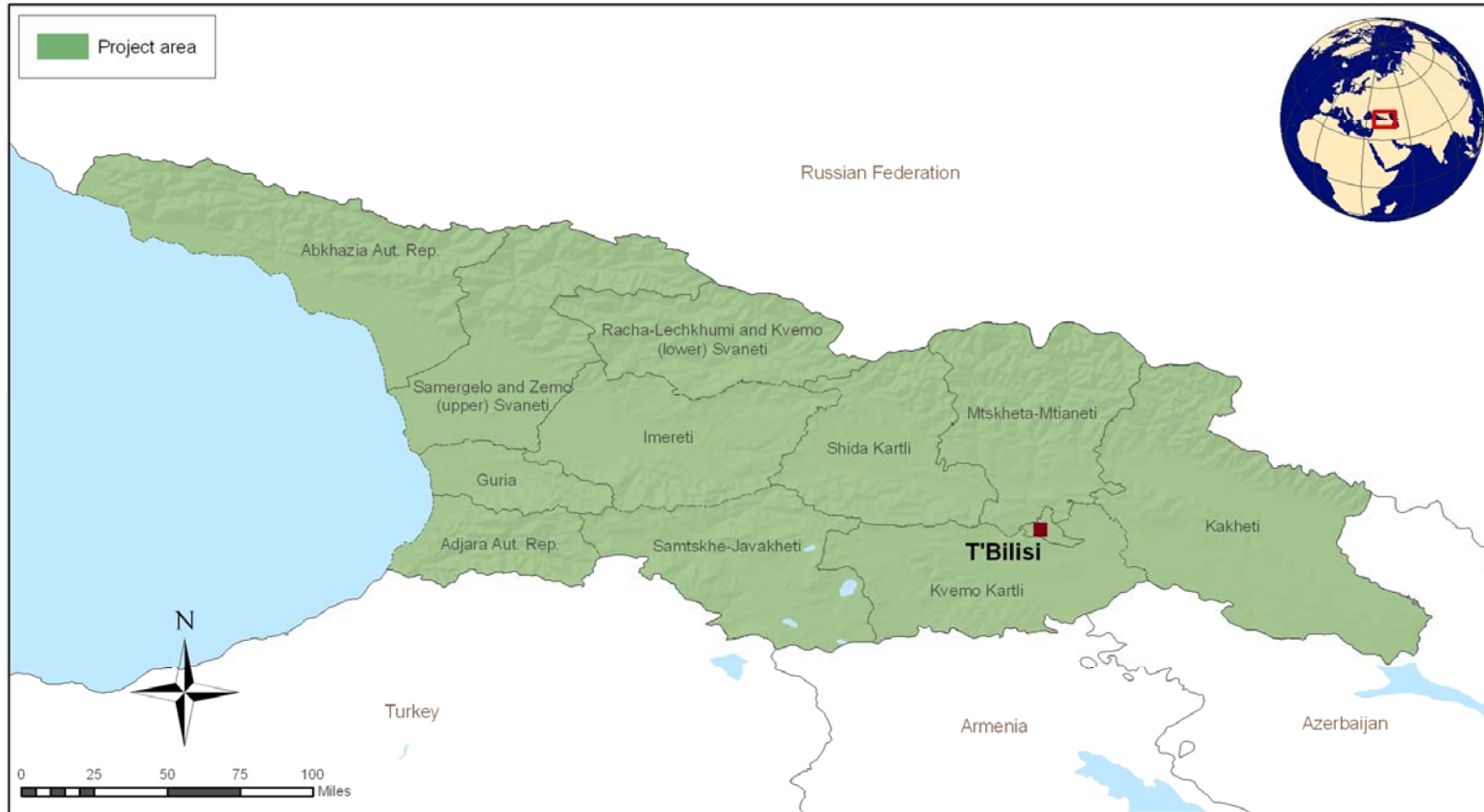
## **Sigles et acronymes**

USAID     Agence des États-Unis pour le développement international

## **Recommandation pour approbation**

Le Conseil d'administration est invité à approuver la recommandation relative à la proposition de prêt et de don en faveur de la Géorgie pour le projet d'appui à l'agriculture, telle qu'elle figure au paragraphe 37.

**Georgia**  
Agricultural Support Project



**Source:** FIDA.

*Les appellations figurant sur cette carte et sa représentation graphique ne constituent en aucun cas une prise de position du FIDA quant au tracé des frontières ou limites, ou aux autorités de tutelle des territoires considérés.*

# Géorgie

## Projet d'appui à l'agriculture

### Résumé du financement

<b>Institution initiatrice:</b>	FIDA
<b>Emprunteur:</b>	Géorgie
<b>Organisme d'exécution:</b>	Ministère de l'agriculture
<b>Coût total du projet:</b>	17,2 millions d'USD
<b>Montant du prêt du FIDA:</b>	5,35 millions de DTS (équivalant approximativement à 8,5 millions d'USD)
<b>Montant du don du FIDA:</b>	0,13 million de DTS (équivalant approximativement à 0,2 million d'USD)
<b>Conditions du prêt du FIDA:</b>	20 ans, y compris un différé d'amortissement de cinq ans, à un taux d'intérêt de la moitié du taux de référence annuel, tel que défini par le FIDA chaque semestre
<b>Cofinanceurs:</b>	Fonds de l'OPEP pour le développement international (Fonds de l'OPEP) (à confirmer) Institutions financières participantes
<b>Montant du cofinancement:</b>	Fonds de l'OPEP: 5,0 millions d'USD (à confirmer) Institutions financières participantes: 0,5 million d'USD
<b>Conditions du cofinancement:</b>	À déterminer
<b>Contribution de l'emprunteur:</b>	2,1 millions d'USD
<b>Contribution des bénéficiaires:</b>	0,9 million d'USD
<b>Institution chargée de la préévaluation:</b>	FIDA
<b>Institution coopérante:</b>	Supervision directe par le FIDA





# Proposition de prêt et de don à la Géorgie pour le projet d'appui à l'agriculture

## I. Le projet

### A. Principal créneau de développement visé par le projet

1. S'appuyant sur les enseignements tirés par le FIDA et le gouvernement des précédents programmes et projets financés par le Fonds, le projet d'appui à l'agriculture répondra au besoin de première urgence de mettre en place un processus de recapitalisation. Celui-ci permettra aux ruraux pauvres, femmes et hommes, et aux petites et moyennes entreprises exerçant une activité économique en milieu rural de participer de manière plus compétitive, plus rentable et plus durable à l'économie rurale modernisée axée sur les marchés qui voit le jour en Géorgie.

### B. Financement proposé

#### Modalités et conditions

2. Il est proposé que le FIDA accorde à la Géorgie un prêt d'un montant de 5,35 millions de DTS (équivalant approximativement à 8,5 millions d'USD), à des conditions intermédiaires, et un don d'un montant de 0,13 million de DTS (équivalant approximativement à 0,2 million d'USD), pour contribuer au financement du projet d'appui à l'agriculture. La durée du prêt sera de 20 ans, y compris un différé d'amortissement de cinq ans, à un taux d'intérêt de la moitié du taux de référence annuel, tel que défini par le FIDA chaque semestre.

#### Système d'allocation fondé sur la performance (SAFP) du FIDA

3. L'allocation fixée pour la Géorgie au titre du SAFP est de 8,7 millions d'USD sur les trois ans du cycle SAFP 2007-2009.

#### Corrélation avec les critères du cadre national de dépenses à moyen terme

4. À l'instar de tous les projets financés par le FIDA, le projet d'appui à l'agriculture s'inscrit pleinement dans le programme budgétaire à moyen terme du gouvernement.

#### Corrélation avec les approches nationales sectorielles ou d'autres instruments de financement conjoints

5. Le projet est entièrement conforme aux stratégies et aux politiques du gouvernement, notamment aux dispositions de son programme de développement économique et de réduction de la pauvreté ainsi qu'à la stratégie de développement agricole 2009-2011 du Ministère de l'agriculture.

#### Endettement du pays et capacité d'absorption de l'État

6. La dette de la Géorgie devrait rester stable à moyen terme. En dépit d'importants financements externes au cours de la période 2008-2010 et d'une probable dépréciation du taux de change, le faible endettement initial et les conditions favorables des rentrées de fonds officielles limitent les risques que la dette devienne insoutenable. La gestion macroéconomique est saine et les taux de croissance annuels, avant le conflit avec la Russie, étaient supérieurs à 5%. La Géorgie a toujours remboursé les prêts du FIDA dans les délais impartis.

#### Flux de fonds

7. Les fonds du prêt et du don du FIDA seront acheminés conformément à un accord de financement type conclu entre le FIDA et le gouvernement. Un compte sera ouvert auprès du Trésor pour financer la part des dépenses revenant au FIDA.

**Modalités de supervision**

8. Le FIDA administrera le prêt, supervisera le projet et fournira un appui à l'exécution si nécessaire.

**Dérogations aux conditions générales applicables au financement du développement agricole et aux politiques opérationnelles du FIDA**

9. Aucune dérogation n'est prévue.

**Gouvernance**

10. Les mesures suivantes sont prévues afin de renforcer les aspects du financement du FIDA qui ont trait à la gouvernance: i) audit annuel des comptes du programme et des états financiers conformément aux normes internationales; ii) supervision régulière et appui à l'exécution; et iii) clauses prévues dans l'accord de financement concernant l'exploitation et l'entretien des infrastructures financées par le projet et la diligence requise de la part des institutions financières participantes. Durant la première année de l'exécution du projet, un cadre stratégique de bonne gouvernance sera élaboré en accord avec le gouvernement pour les activités du projet.

**C. Groupe cible et participation****Groupe cible**

11. Le projet ciblera les producteurs et les transformateurs pauvres du secteur agricole, c'est-à-dire des femmes et des hommes dans tout le pays qui souhaitent et veulent développer une production plus commerciale.

**Méthode de ciblage**

12. Conformément à la politique du FIDA en matière de ciblage, le projet s'appuiera sur trois types de critères de ciblage: i) ciblage géographique, qui donne la priorité aux investissements qui bénéficieront aux plus grandes concentrations de ruraux pauvres; ii) autociblage, qui inclut des critères d'admissibilité relatifs à l'échelle des opérations et aux exigences participatives afin d'éviter les retombées sur les groupes non ciblés; et iii) ciblage direct, qui repose sur la disponibilité des actifs au sein du groupe cible et sur la problématique hommes-femmes.

**Participation**

13. Le projet s'appuie sur une identification participative et systématique des possibilités d'investissement dans les régions les plus pauvres du pays, classées par ordre de priorité selon leur impact potentiel sur la pauvreté, la viabilité de leur retour sur investissement et la création d'emplois. Les deux composantes (voir ci-dessous) et les activités soutenues par le projet nécessitent la participation active des clients et des bénéficiaires sous forme d'initiatives et de contributions en espèces ou en nature.

**D. Objectifs de développement****Objectifs clés**

14. Le but global du projet est d'augmenter les revenus des ruraux pauvres se consacrant à des activités agricoles en Géorgie. Les objectifs clés en sont: i) accroître les biens et les revenus des femmes et hommes ruraux pauvres exerçant déjà ou susceptibles d'exercer une activité économique et disposés à évoluer vers une agriculture commercialement viable et à se lancer dans des entreprises rurales s'y rapportant; et ii) éliminer les contraintes infrastructurelles qui empêchent les ruraux pauvres exerçant une activité économique de participer à une économie rurale désormais davantage orientée sur les marchés.

**Objectifs relatifs aux politiques et aux institutions**

15. L'action de concertation du FIDA en Géorgie cherche à mettre l'accent sur une croissance favorable aux ruraux pauvres et sur le développement des secteurs agricole et rural, ainsi que sur l'intégration de ces secteurs dans l'économie

nationale. Jusqu'à présent, ces secteurs ont reçu une part plus réduite des investissements, d'où la persistance de la pauvreté. Dans cette optique, la mise en place d'un environnement favorable au développement du secteur privé est un élément important des discussions en cours avec le gouvernement et les autres partenaires.

#### **Cohérence avec les politiques et stratégies du FIDA**

16. Le projet est en parfaite adéquation avec les perspectives et les buts du programme d'options stratégiques pour le pays (COSOP) préparé en 2004 par le FIDA pour la Géorgie. Le COSOP vise à: i) améliorer les capacités productives des ruraux pauvres; ii) leur assurer un meilleur accès aux marchés des produits; et iii) accroître la part qui leur revient de la valeur marchande de leur production. En outre, le projet est conforme à plusieurs objectifs définis dans le Cadre stratégique du FIDA 2007-2010 concernant l'accès aux technologies améliorées, aux services financiers, aux emplois extra-agricoles et à la création d'entreprises.

### **E. Harmonisation et alignement**

#### **Alignement sur les priorités nationales**

17. Comme on l'a indiqué précédemment, le projet est entièrement conforme aux politiques et stratégies du gouvernement ainsi qu'aux plans régionaux.

#### **Harmonisation avec les partenaires du développement**

18. Le projet est en harmonie avec les initiatives soutenues par les organismes suivants et les complète: i) la Banque mondiale s'agissant des infrastructures rurales construites dans le cadre du projet de développement communautaire pour l'irrigation et le drainage et de l'actuel projet de routes secondaires et locales; ii) l'Agence suédoise de coopération internationale du développement (ASDI), dans le contexte de son appui au développement du secteur laitier; iii) le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD), l'ASDI et l'Agence des États-Unis pour le développement international (USAID) dans le contexte de leur appui au développement des femmes; iv) l'USAID et l'aide bilatérale du Japon, qui étudient actuellement la possibilité de financer des initiatives d'approvisionnement en machines agricole, et plus particulièrement le programme de réduction du risque agricoles en Géorgie de l'USAID; et v) la Société financière internationale et la Banque européenne pour la reconstruction et le développement (BERD) dans le contexte d'une capitalisation éventuelle et de l'élaboration de nouvelles lois dans le secteur du crédit-bail.

### **F. Composantes et catégories de dépenses**

#### **Principales composantes**

19. Le projet comprend deux composantes: i) appui aux opérations de crédit-bail en milieu rural; et ii) petites infrastructures rurales. Des financements sont également prévus pour aider à la gestion et à l'exécution du projet.

#### **Catégories de dépenses**

20. Le projet comprend les catégories de dépenses suivantes: i) travaux de génie civil (63,9%); ii) équipement, biens et véhicules (0,3%); iii) capitaux d'investissement (28,1%); iv) assistance technique (1,4%); v) formation, ateliers, études et enquêtes (0,4%); et vi) coûts récurrents (5,9%).

### **G. Gestion et exécution: responsabilités et partenariats**

#### **Principaux partenaires d'exécution**

21. La responsabilité globale de l'exécution du projet incombe au Ministère de l'agriculture.

#### **Responsabilités en matière d'exécution**

22. De manière générale, la gestion au jour le jour du projet incombera au Centre de coordination des projets de développement agricole du Ministère de l'agriculture. Ce

centre exécute actuellement avec succès des projets du FIDA et des projets conjoints FIDA-Banque mondiale. Une grande partie de l'exécution du projet sera assurée par des partenaires externes.

#### **Rôle de l'assistance technique**

23. Avec la structure de gestion proposée, le besoin d'assistance technique internationale pour les questions habituelles de mise en œuvre est minime. En ce qui concerne les activités de crédit-bail rural, une assistance technique internationale spécialisée sera apportée pour appuyer l'analyse de la diligence raisonnable exercée par les institutions financières participantes et l'exécution de la composante, de manière ponctuelle.

#### **Situation des principaux accords d'exécution**

24. La plupart des dispositifs relatifs à l'exécution du projet sont en place, à l'instar du Centre de coordination des projets de développement agricole lui-même, qui s'est doté d'une capacité avérée de mise en œuvre et de manuels des achats, et s'occupe déjà de la gestion financière et de l'exécution de la composante relative aux petites infrastructures rurales. Des directives détaillées ont été définies concernant le manuel des opérations pour l'exécution de la composante crédit-bail rural.

#### **Principaux partenaires financiers et montants engagés**

25. Le coût total du projet est de 17,2 millions d'USD sur cinq ans. Les sources de financement sont: le FIDA avec un prêt de 8,5 millions d'USD et un don de 0,2 million d'USD (51%); le Fonds l'OPEP pour le développement international avec 5,0 millions d'USD à confirmer (29%); le gouvernement avec 2,1 millions d'USD (12%); les institutions financières participantes avec 0,5 million d'USD (3%); et les bénéficiaires et clients avec 0,9 million d'USD (5%).

### **H. Avantages et justification économique et financière**

#### **Principales catégories d'avantages découlant du projet**

26. Le projet devrait améliorer les revenus et l'emploi pour les petits agriculteurs et entrepreneurs ruraux pauvres, de plus en plus tournés vers le commerce. Les avantages en seront: i) une intensification des cultures et une production accrue de produits de grande valeur grâce à une meilleure irrigation; ii) l'amélioration des petites infrastructures rurales en faveur de ceux qui exercent des activités en rapport avec l'agriculture; iii) la réduction des frais de transport et des pertes après récolte grâce à la rénovation des routes rurales; iv) l'amélioration de la productivité, la diminution du gaspillage des cultures et des coûts de production grâce à une meilleure mécanisation et une plus grande disponibilité d'équipements modernes, rendues possibles par des contrats de crédit-bail et une réduction des obstacles collatéraux; et v) des recettes fiscales accrues grâce à un volume de production imposable plus important.

#### **Viabilité économique et financière**

27. L'analyse économique montre un taux de rendement global de 20% pour le projet. En termes d'analyse financière, six modèles ont été développés pour illustrer la viabilité financière des investissements potentiels. Les résultats principaux montrent d'importantes hausses des revenus bruts et nets des agriculteurs et des entreprises dans chacun des modèles, ainsi que des rapports coûts-avantages satisfaisants.

### **I. Gestion des savoirs, innovation et élargissement**

#### **Modalités de gestion des savoirs**

28. Les supports d'information et les processus d'apprentissage du projet découleront principalement des dispositions prises au sujet de la tenue d'ateliers annuels de planification et d'étude avec les parties concernées, des études ad hoc, des rapports, du suivi et de l'évaluation. Les institutions financières participantes seront encouragées à adopter des pratiques sociales transparentes et, dans le cas des institutions de microfinance, à envoyer des informations par exemple au

Microfinance Information Exchange (MIX) si elles ne le font pas déjà. La plus grande contribution du projet aux savoirs et à l'apprentissage des milieux du développement dans leur ensemble, aux niveaux régional, national et international sera probablement la diffusion des connaissances acquises par le biais de l'utilisation du crédit-bail rural, et notamment du microcrédit-bail, dans la lutte contre la pauvreté rurale.

### **Innovations en matière de développement**

29. L'innovation principale du projet est liée à l'utilisation du crédit-bail rural en tant qu'instrument financier souple et plus abordable que les opérations de crédit conventionnelles pour venir en aide aux ruraux les plus pauvres. Cette initiative est une nouveauté pour le secteur rural géorgien pour les opérations futures du FIDA dans d'autres pays.

### **Approche d'élargissement**

30. De toute évidence, si cette initiative modeste de crédit-bail est un succès en Géorgie, il y aura toutes les raisons d'élargir ces activités à l'échelle nationale, régionale et internationale, en s'appuyant sur des financements fournis non seulement par le FIDA mais, chose plus importante encore, par d'autres bailleurs de fonds.

## **J. Principaux risques**

### **Principaux risques et mesures d'atténuation**

31. Le projet doit faire face à trois grands risques liés à: i) la situation géopolitique dans la région; ii) la nature innovante de la composante crédit-bail rural; et iii) l'incidence politique potentielle sur le ciblage des investissements du projet. Le risque lié à la situation géopolitique ne peut pas être atténué à ce niveau; il s'agit d'un risque inévitable. En ce qui concerne la composante crédit-bail rural, les mesures d'atténuation des risques comprennent un processus d'analyse de la diligence raisonnable des institutions financières participantes ainsi que des exigences strictes en termes de rapports. En outre, le FIDA s'assurera régulièrement que le crédit-bail est suffisamment souple et adapté aux besoins des ruraux pauvres, femmes et hommes, et ajustera le projet le cas échéant. En ce qui concerne le risque d'influence politique, celui-ci sera minimisé en recourant au secteur privé, à des professionnels pour l'analyse et la prise des décisions, à des procédures par approbation tacite et la supervision par le FIDA.

### **Classification environnementale**

32. Conformément aux procédures d'évaluation environnementale du FIDA, le projet a été classé en catégorie B, car il est peu probable qu'il ait un impact environnemental néfaste significatif.

## **K. Durabilité**

33. En privilégiant une conception axée sur le développement d'institutions commercialement viables, et des modalités permettant de pérenniser les avantages du projet et d'éliminer les coûts assumés par le gouvernement, il devrait être possible de garantir la durabilité après la fin du projet.

## **II. Instruments juridiques et autorité**

34. Un accord de financement entre la Géorgie et le FIDA constitue l'instrument juridique aux termes duquel le financement proposé sera consenti à l'emprunteur et bénéficiaire. Une copie de l'accord de financement négocié est jointe en annexe.
35. La Géorgie est habilitée, en vertu de ses lois, à recevoir un financement du FIDA.
36. Je certifie que le financement proposé est conforme aux dispositions de l'Accord portant création du FIDA et aux Principes et critères en matière de prêts.

### **III. Recommandation**

37. Je recommande que le Conseil d'administration approuve le financement proposé en adoptant la résolution suivante:

DÉCIDE: que le Fonds fera à la Géorgie un prêt à des conditions intermédiaires d'un montant équivalant à cinq millions trois cent cinquante mille droits de tirage spéciaux (5 350 000 DTS) et qui sera régi par des modalités et conditions conformes en substance aux modalités et conditions indiquées dans le présent rapport.

DÉCIDE EN OUTRE: que le Fonds accordera à la Géorgie un don d'un montant équivalant à cent trente mille droits de tirage spéciaux (130 000 DTS) et qui sera régi par des modalités et conditions conformes en substance aux modalités et conditions indiquées dans le présent rapport.

Le Président  
Kanayo F. Nwanze

## **Negotiated financing agreement: "Agricultural Support Project"**

(Negotiations concluded on 20 November 2009)

Loan Number:

Grant Number:

Project Title: Agricultural Support Project (the "Project")

The International Fund for Agricultural Development (the "Fund" or "IFAD")

and

Georgia (the "Borrower")

(each a "Party" and both of them collectively the "Parties")

hereby agree as follows:

WHEREAS the Fund has agreed to provide financing to support the Agricultural Support Project in Georgia;

NOW THEREFORE, the Parties hereby agree as follows:

### **Section A**

1. The following documents collectively form this Agreement: this document, the Project Description and Implementation Arrangements (Schedule 1), the Allocation Table (Schedule 2), and the Special Covenants (Schedule 3).
2. The Fund's General Conditions for Agricultural Development Financing dated 29 April 2009, as may be amended from time to time (the "General Conditions") are annexed to this Agreement, and all provisions thereof shall apply to this Agreement. For the purposes of this Agreement the terms defined in the General Conditions shall have the meanings set forth therein.
3. The Fund shall provide a Loan and a Grant to the Borrower (the "Financing"), which the Borrower shall use to implement the Project in accordance with the terms and conditions of this Agreement.

### **Section B**

1.
  - A. The amount of the Loan is 5 350 000 SDR.
  - B. The amount of the Grant is 130 000 SDR.
2. The Loan is granted on intermediate terms.
3. The Loan Service Payment Currency shall be the currency of the United States of America.
4. The first day of the applicable Fiscal Year shall be 1 January.

5. Payments of principal and interest shall be payable on each 15 February and 15 August.
6. There shall be a Project Account for Project operations in the Treasury Service of the Ministry of Finance of the Borrower.
7. The Borrower shall provide counterpart financing for the Project in the amount of USD 169 000 in cash contribution, and USD 1 900 000 to cover taxes.

### **Section C**

1. The Lead Project Agency shall be the Ministry of Agriculture (MOA) through its public legal entity which is the Agricultural Development Projects Coordination Centre (ADPCC).
2. The following are designated as additional Project Parties:
  - (a) the Ministry of Finance (MOF); and
  - (b) Leasing Companies and Microfinance Institutions (MFIs).
3. The Project Completion Date shall be the fourth anniversary of the date of entry into force of this Agreement.

### **Section D**

The Loan will be administered and the Project supervised by the Fund.

### **Section E**

1. (a) The following are designated as additional general conditions precedent to withdrawal:
  - (i) The Project Account designated to receive IFAD advance resources has been opened by the Treasury Service of the Ministry of Finance; and
  - (ii) The Project Manager shall have been duly appointed on terms and conditions satisfactory to the Fund.
- (b) The following are designated as specific conditions precedent to disbursement under Category III:
  - (i) Due diligence and evaluation shall have been carried out on those Leasing Companies and MFIs who have expressed interest in the proposed project for agricultural micro-leasing, by an international expert in leasing operations, and a report, satisfactory to the Fund, has been provided on the findings of such evaluation;
  - (ii) The Rural Leasing Manual, subject to the no-objection of the Fund, shall have been finalized and adopted by the Borrower, and submitted to the Fund by the Lead Project Agency; and
  - (iii) Subsidiary Loan Agreements have been finalized with individual Leasing Companies and MFIs subject to prior no-objection by the Fund.



2. The following are the designated representatives and addresses to be used for any communication related to this Agreement:

For the Fund:

The President  
International Fund for Agricultural Development  
Via Paolo di Dono 44  
00142 Rome, Italy

For the Recipient:

Minister for Finance  
Ministry of Finance  
16, Vakhtang Gorgasali Street  
00117, Tbilisi, Georgia

This agreement, dated \_\_\_\_\_, has been prepared in the English language in six (6) original copies, three (3) for the Fund and three (3) for the Borrower.

\_\_\_\_\_  
For the Fund

\_\_\_\_\_  
For the Borrower

## Schedule 1

### *Project Description and Implementation Arrangements*

#### **I. Project Description**

1. *Target Population.* The Project shall benefit agriculture-related producers and processors among poor rural women and men.

2. *Goal.* The overall goal of the Project is to increase income among rural people in Georgia engaged in agriculture activities.

3. *Objectives.* The Project's objectives are: (i) to increase assets and incomes among actually and potentially economically active poor rural women and men willing to move towards commercially viable agricultural and associated rural enterprises; and (ii) to remove infrastructure bottlenecks which inhibit increasing participation of economically active rural poor in enhanced commercialization of the rural economy.

4. *Components.* The Project shall have two components, as well as the required support for Project Management and Implementation as follows:

4.1. *Component 1: Support for Leasing Operations in Rural Areas.* (a) The Project shall support and target rural leasing support to key participants of supply chains of the Georgian rural markets and focus investments in commodity chains with the strongest linkages to the target group, the rural poor. The leasing operations shall be carried out through a mix of Leasing Companies and MFIs thus making it possible to reach the smallholders and rural small and medium enterprises in a sustainable manner. The support to rural leasing operations will operate as a refinancing facility for pre-qualified Leasing Companies and MFIs. Pre-qualification for applicant Leasing Companies and MFIs shall consist of a due diligence evaluation and the criteria to be used in this process (General Standards, Financial Prudential Standards, and Corporate Governance and Managerial Standards) shall be acceptable to the Fund. All Leasing Companies and MFIs participating in the Project are subject to no objection from the Fund.

(b) The relationship between the ADPCC and the Leasing Companies and MFIs shall be governed by Subsidiary Loan Agreements acceptable to the Fund. Such agreements shall inter alia stipulate the agreed share of each Leasing Company and MFI financing for leasing contracts; the duration leasing contracts; and the interest rate for the outstanding leasing capital provided by the Project. These agreements shall be signed by the ADPCC and the Leasing Companies and MFIs. Within this framework, the Leasing Companies and MFIs shall negotiate with their clients the terms of their leasing contracts, including lease and grace periods and repayment schedules. Each Subsidiary Loan Agreement with a Leasing Company and MFI shall cover the whole Project allocation for the refinancing of leasing operations in rural Georgia to promote competition between the Leasing Companies and MFIs. In the first year of Project implementation, minimum and maximum ceilings for client financing shall be agreed upon between the ADPCC and the Leasing Companies and MFIs subject to no objection from the Fund. Such ceilings shall be revised from time to time in view of implementation experience.

4.2. *Component 2: Small Scale Rural Infrastructure.* The Project shall award competitive contributory grants for investments in public supportive infrastructure to enable and enhance rural population investments and activities in on- and off-farm related business. All cases will have to demonstrate the commercial viability of the proposed venture, of which the infrastructure investment is a necessary part. In seeking contributory grants, applicants shall demonstrate their commitment to enhanced rural commercial activities,

not least by showing their linkage with profitable and local poverty-reducing value chains and by making a contribution in cash of at least 5% of the investment cost of the proposed infrastructure. Eligible investments might include but are not limited to: (i) irrigation schemes; (ii) secondary rural roads leading to pastures and connecting farms; (iii) community water supply; and (iv) community natural gas supply. Infrastructure investment shall, to the extent possible, be clustered to achieve economics of scale ease of supervision.

5. *Project Management.* The Project shall be managed by the ADPCC, who shall carry its implementation responsibilities as outlined in the section below.

## **II. Implementation Arrangements**

### **A. General**

6. The Project shall be implemented over a period of four years throughout rural Georgia with special emphasis on regions with high incidences of poor rural people combined with potentially agriculturally productive areas.

7. The Ministry of Agriculture shall have the overall responsibility for the Project. Staff responsibilities shall be discharged by the Director of the ADPCC and shall include, but are not limited to, the following functions: Project Management, Financial Management, Accounting, Procurement, Engineering, Rural Finance Coordination, Monitoring and Evaluation, Legal and Administrative Assistance. The ADPCC Director shall, as part of his/her overall managerial duties, have specific responsibility for assuring gender mainstreaming and gender sensitivity in all aspects of Project planning, implementation, monitoring, reporting and evaluation. Staff positions are subject to the no objection of the Fund and shall be revised from time to time in consultation with the Fund.

8. ADPCC shall prepare the draft Annual Work Plans and Budgets (AWPBs) for each Project year. The draft AWPBs shall include, a procurement plan, a detailed description of planned Project activities during the coming Project year, and the sources and uses of funds therefore. The draft AWPBs shall be submitted to IFAD for no objection no later than sixty days before the beginning of the relevant Project year. ADPCC shall submit progress reports in English to IFAD and the Ministries of Agriculture (MOA) and Finance (MOF) to provide essential information on the physical and financial progress of Project activities and regular assessment of Project impact.

9. The Project will be directly supervised by IFAD. The first three leasing contracts from each MFI will be closely reviewed by IFAD. After one year of Project implementation, IFAD along with the ADPCC will assess the performance of each MFI to determine if they should continue to participate in the program. A set of eligibility criteria for leasing activities to be funded by IFAD will be introduced and incorporated in the manual for Rural Leasing Operations. In addition, initially the ADPCC will review and clear each leasing contract before finalization and IFAD will review and clear the first three contracts extended by each leasing company as well as all leasing contracts above USD 100 000. Finally, at the end of the first year of operation, IFAD will review the level of leasing contracts being provided to farmers' groups with a view to determine whether Project support to group formation is required. In the course of the first year of Project implementation, a strategic good governance framework shall be developed by IFAD in collaboration with the ADPCC.

10. The ADPCC shall prepare or finalise implementation manuals for Rural Leasing Operations, Agriculturally Related Infrastructure, Procurement, and Financial Management in the first year of Project implementation subject to the no objection of the Fund. These manuals combined shall comprise the Project Implementation Manual.

11. A Mid-Term Review shall be carried out towards the end of the Project's second year. The Review will cover, among other things: (i) physical and financial progress as measured against Project Annual Work Plans and Budgets (AWPBs); (ii) performance and financial management of contracted implementing partners; and (iii) an assessment of the efficacy of technical assistance and training programmes.

## **B. Component Management**

12. Management of Component 1 "Support for Leasing Operations in Rural Areas" shall rest with the ADPCC. The main tasks shall include: (i) informing in a proactive manner the potential participating institutions identified for the leasing scheme about the various services provided under the Project and call for their expressions of interest to take part in the scheme; (ii) organising, with international technical support, the due diligence; (iii) facilitating the signing of relevant Subsidiary Loan Agreements between the Leasing Companies and MFIs and the Government; (v) reviewing the applications for leasing capital from the Leasing Companies and MFIs and approving/rejecting the applications based on the agreed eligibility criteria of the scheme; (vi) managing in an efficient and timely manner the financial transactions related to leasing capital disbursements and revolving fund operations; (vii) monitoring the effective utilisation of the Project leasing capital through: (a) reports from Leasing Companies and MFIs on the outstanding credit balances and on the balances of the revolving bank accounts; and (b) periodical field visits to Project-financed investment sub-projects.

13. Management of Component 2 "Small Scale Rural Infrastructure" shall be done by the ADPCC. This shall include: (i) publicize the availability of the competitive grants for infrastructure rehabilitation; (ii) assistance to possible applicants to prepare requests; (iii) review and evaluate grant applications in accordance with the guidelines and mechanisms agreed upon; (iv) develop Terms of References for design works for selected infrastructure rehabilitation and subsequently monitor them; (v) carry out procurement of goods, works and services; (vi) monitor and carry out supervision of civil works implementation of investment sub-projects by contractors; and (vii) assess the impact of the component.

**Schedule 2***Allocation Table*

1. *Allocation of Loan and Grant Proceeds.* (a) The Table below sets forth the Categories of Eligible Expenditures to be financed by the Loan and the Grant and the allocation of the amounts of the Loan and the Grant to each Category and the percentages of expenditures for items to be financed in each Category:

Category	Loan Amount Allocated (expressed in SDR)	Grant Amount Allocated (expressed in SDR)	Percentage of eligible expenditures to be Financed
I. Civil Works			
(a) Civil Works	1 920 000		100% net of taxes, net of co-financing and net of beneficiary contribution
(b) Feasibility, Studies, Design/Supervision	220 000		100% net of taxes
II. Equipment, Goods and Vehicles	30 000		100% net of taxes
III. Investment			
(a) Capital Investment	2 380 000		100% net of Leasing Companies', MFIs' and beneficiary contribution
(b) Interest Cost Rebate Scheme	70 000		100%
IV. Technical Assistance		90 000	100% net of taxes
V. Training, Workshops, Surveys and Studies		40 000	100%
VI. Recurrent Costs	420 000		100% net of taxes and net of counterpart financing
Unallocated	310 000		
TOTAL	5 350 000	130 000	

(b) The terms used in the Table above are defined as follows:

(i) "Technical Assistance" includes resources for the International Rural Leasing Operations Expert whose costs shall be financed as of PY2; and

(ii) "Recurrent Costs" means salaries, operations and maintenance, and other operating costs, whose costs in PY1 shall be financed at the level of 20%.

### **Schedule 3**

#### *Special Covenants*

In accordance with Section 12.01(a)(xxiii) of the General Conditions, the Fund may suspend, in whole or in part, the right of the Borrower to request withdrawals from the Loan Account and the Grant Account if the Borrower has defaulted in the performance of any covenant set forth below, and the Fund has determined that such default has had, or is likely to have, a material adverse effect on the Project:

1. **Gender.** The Borrower shall ensure that Project benefits are delivered to poor rural women in the Project Area. Among other things, poor rural women will be expected: (i) to be represented as entrepreneurs or employees in Leasing Companies and MFIs leasing portfolios; (ii) to be representatives among Project/Small Scale Rural Infrastructure applicants; and (iii) to be participants in Project Annual Stakeholder Review and Planning Workshops. Project Annual Work Plans and Budgets (AWPBs) will be gender-sensitive as well as employment patterns and levels of remuneration in Project-supported companies and the choice and implementation of Project-supported infrastructure. Project monitoring and reporting data will be disaggregated by gender.
2. **Taxes.** The Borrower shall, to the fullest extent possible, exempt the proceeds of the Loan from all taxes. Any taxes which the Project is nonetheless obliged to pay shall be promptly reimbursed by the Borrower and the amount so reimbursed shall be credited against the counterpart financing obligation set forth in paragraph B 7 hereof.





## **Key reference documents**

### **IFAD reference documents**

Administrative Procedures on Environmental Assessment  
COSOP 2004

IFAD Strategic Framework 2007-2010

Project design document (PDD) and key files

Private-Sector Development Partnerships and Strategy

## Logical framework

Narrative Summary	Impact/Result Indicators	Means of Verification	Assumptions/Risks
<b>Goal</b> The Project goal is to reduce rural poverty in Georgia.	<b>Impact Indicators</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>Reduction in % of rural people living on USD 2/day.</li> <li>Increase in rural household capital assets.</li> <li>Reduction in chronic malnutrition among children below 5 years of age.</li> </ul>	DS and LSMS data. Ministry of Health, WHO and World Vision malnutrition surveys. Project M&E database. Mid-term and Completion Assessments.	Political Stability. Macro-economic environment remains conducive to investment, private sector development, and trade. Corruption is contained and its impact on commerce reduced.
<b>Purpose/Objective</b> The Project's objectives are: (i) to increase assets and incomes among actually and potentially economically active poor rural women and men willing to move towards commercially viable agricultural and associated rural enterprises; and (ii) to remove infrastructure bottlenecks which inhibit increasing participation of economically active rural poor in enhanced commercialization of the rural economy.	<b>Result Indicators</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>Value of incremental revenue of primary producers.</li> <li>Increase in incomes of agro-related employees.</li> <li>Number of on and off farm new jobs created per USD 1 000 investment through leasing contacts and improved infrastructure.</li> <li>Increase in public and private commercial investments.</li> <li>Increase in volume, value, quality and diversity of agro-related trading.</li> </ul>	Mid-term and Completion Assessments. Beneficiaries Assessments. Ad hoc Case Studies. ADPCC and PFI records. Other Government agriculture/trade Data.	Absence of large external economic shocks. No deterioration in internal trade regulations and procedures. Government commitment and understanding of the project. Development and diversification of domestic and international markets.
<b>Outputs from Components</b> <b>Support for Rural Leasing</b> The recapitalisation and consequent modernisation of Georgian agriculture, specifically among poor smallholders and small and medium agro-related enterprises as a result of the introduction and expansion of rural leasing as a flexible and affordable financial instrument.	<b>Result Indicators</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>Type, number and value of leasing contracts.</li> <li>Number and type of PFIs.</li> <li>Production/productivity gains among lessees.</li> <li>Income and capital asset gains among lessees.</li> </ul>	Mid-term and Completion Assessments. Ad hoc Case Studies. ADPCC and PFI records. Export/import Statistics.	No major adverse developments in financial sector stability in Georgia. External markets for Georgian agro-products diversified or reopened after the 2008 conflict and import substitution policies in place.
<b>Outputs from Components</b> <b>Small-scale Rural Infrastructure (SSRI)</b>	<b>2nd level Result Indicators</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>Area of rehabilitated or established irrigated land.</li> <li>Water delivered compared to water requested.</li> <li>Km of rural roads rehabilitated.</li> <li>Number and type of other ASP-supported infrastructure.</li> <li>Number of functioning infrastructures after 3 years.</li> <li>Number and type of created or expanded businesses as a result of developed infrastructure.</li> <li>Incremental annual value of revenue of farmers/ enterprises served by infrastructure at establishment and after 3 years.</li> <li>Value of villagers contribution in support to infrastructure projects.</li> <li>Number of beneficiaries by type of rehabilitated/ developed infrastructure.</li> </ul>	Contractors reports. Mid-term and completion assessment. Case studies. PIU/ADPCC field visits and records. Business plans and subsequent records. Beneficiary focus group discussions.	Transparent criteria applied for awarding of contracts. Interest of Government and potential contracted processors to participate in the project.
<b>Project Implementation</b> Project effectively and efficiently managed.	<ul style="list-style-type: none"> <li>Project physical and financial progress against Final Design and AWPB targets.</li> <li>Timely progress and financial reports submitted.</li> <li>Acceptable audits, procurement &amp; financial reports.</li> </ul>	ADPCC Reports. AWPB. Supervision missions. IFAD follow-up missions.	Efficient staff in ADPCC. Procurement undertaken in a transparent and competent way.

